

Arrestations
Condamnations
Fusillades
Déportation de
MESSALI HADJ

AVERTISSEMENT

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11e) - Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris

FAUT BRISER la répression colonialiste

IMPERIALISME français aux abois multiplie les actes de terreur contre le mouvement national en Afrique du Nord. Deux condamnés à mort par le tribunal militaire. Emprisonnements et fusillades en Algérie. Messali Hadj, le prestigieux leader du M.T.L.D., déporté à Niort. Le terrorisme du colonialisme français vise à détruire la combativité des peuples arabes. Bien qu'il soit certain que les Pinais, Hautecloques et autres Aurioi n'arriveront pas à empêcher leur désastre en Afrique du Nord, la responsabilité du prolétariat français est directement engagée dans cette répression. Déjà à Paris les travailleurs algériens ont courageusement affronté la police, aux cris de « libérez Messali », aux Champs-Élysées et sur les grands boulevards. Partout de telles manifestations non seulement doivent trouver l'appui actif des travailleurs

de ce pays, mais être organisés par les grandes organisations ouvrières. Saluons comme un premier pas la tenue du meeting de la Mutualité, convoqué par le P.C.F. et la résolution qui s'engage à combattre contre la répression. Mais il faut plus, et vite. Il faut organiser le Front unique de toutes les organisations ouvrières contre la terreur impérialiste. Si les dirigeants de P.O. ont pris une position honteuse contre les aspirations nationales des peuples d'Afrique Française du Nord, il n'en reste pas moins qu'ils ont condamné la répression lors de leur dernier C.C.N. Cette parité de la résolution du C.C.N. ne doit pas rester lettre morte, et pour cela il faut que les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. demandent publiquement aux dirigeants P.O. et du P.S. d'organiser en commun une campagne de mobilisation du peuple français pour désarmer le bras sanglant de l'impérialisme français

François BILLOUX définit la nouvelle politique du P. C. F.

DANS un article rapporté par « France Nouvelle » du 3 mai, François Billoux exprime l'orientation plus « gauche » que doit prendre la politique du P.C.F. dans les prochains mois. Tous les ouvriers communistes conscients membres du P.C.F. ne peuvent qu'être satisfaits de toute une série de manifestations de ce gauchissement. En particulier l'appréciation de la situation et des problèmes qu'elle pose est

donnée dans cet article en des termes qui constituent un pas en avant notable par rapport à la méthode de pensée héritée de la période 1944-1947, marquée par la participation au gouvernement bourgeois. Billoux souligne justement cette vérité de base que s'il faut à combattre c'est la bourgeoisie française qu'elle ne doit pas être considérée comme une espèce de « victime » de la bourgeoisie américaine, mais au contraire, à triompher l'idée qu'il faut en finir avec cet ennemi de la classe ouvrière, du peuple, de la France (3), la bourgeoisie française.

Et c'est ainsi que Billoux a renoncé au thème de « l'indépendance nationale » tel qu'il fut développé depuis 1947 à partir de l'idée fautive que les diverses classes sociales du pays, y compris la classe capitaliste, avaient des intérêts nationaux communs à défendre contre les visées américaines. Billoux parle encore d'« indépendance nationale », mais, dit-il, elle « signifie que la classe ouvrière prend en mains les destinées de la nation ». Cette idée n'est pas, malheureusement, exprimée avec toute la clarté que Billoux, oubliant un instant ses affirmations antérieures, accuse la bourgeoisie française de « trahison », alors qu'un tel reproche n'a de sens que dans la mesure où la bourgeoisie française, à la faiblesse de croire à la conciliation possible entre les intérêts inconciliables des capitalistes et des prolétaires. De même lorsque Billoux renonce, très justement, à l'Union nationale pour la défense de l'industrie française, il est trompé à nouveau les barrières de classe : il rejette l'union des ouvriers avec les industriels « ces derniers pris dans leur ensemble » laissant sans doute la porte ouverte à l'union nationale avec certains industriels. Mais il s'agit là d'une contradiction que les ouvriers communistes conscients peuvent surmonter dans leur activité révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Des pas en avant sont réalisés par Billoux sur d'autres questions d'importance. « C'est notre bourgeoisie, écrit-il, qui porte la responsabilité de la guerre au Viet-Nam, des désastres infligés au peuple tunisien ». En effet, c'est la bourgeoisie française et nulle autre, qui défend par les armes ses intérêts oppressifs et réactionnaires dans ses colonies. Il mentionne les avantages marqués par la bourgeoisie avec la constitution du gouvernement Pinay. Il reconnaît dans une certaine mesure les difficultés actuelles du P.C.F. et, après le parti du 12 février, recule des voix dans des élections partielles, difficulté de la diffusion de sa presse, mécontentement des militants « dans une section où une fédération ». Bien que l'explication de ces faits ne soit pas donnée, leur simple exposé est cent fois préférable à l'optimisme officiel qui ne trompe que les travailleurs, sans faire illusion à la bourgeoisie.

Ainsi Billoux rompt avec une série de positions et d'affirmations néfastes. Il amorce les débuts d'une analyse basée M. FAVRE BLEIBREU. (Suite page 3.)



A la porte, Ridgway !

PAR dizaines et dizaines de milliers les travailleurs de France se préparent à manifester leur hostilité à Ridgway-la-guerre. L'action contre la venue à Paris de ce singulier général qui a fait brûler au napalm les populations coréennes est un signe de plus de l'opposition du peuple de ce pays aux préparatifs de la guerre impérialiste.

épisode du grand combat, de la guerre à la guerre, que le prolétariat de France prépare contre le capitalisme international.

Pour préparer ce combat dans les meilleures conditions il ne faut pas oublier au moment où Ridgway arrive en France qu'il est nécessaire de désintégrer l'armée américaine. Le rôle du P.C.F. est de collecter le quota qui lui est assigné par le Comité central du 10 février 1952. Si certaines cellules, telle celle de Clermont-Ferrand ont dépassé leur quota, si d'autres ont fait un effort dans les dernières semaines, bien qu'elles

Ridgway, Eisenhower, de Gaulle et tous les traîneurs de sabre de cet acabit sont vœux par les ouvriers français ; le gouvernement Pinay est dénoncé par chacun comme le gouvernement des grands capitalistes fauteurs de guerre. Pour son arrivée à Paris, Ridgway sera servi de milliers de poitrines lui crieront : « Rentre chez toi ! A bas la guerre impérialiste ! A bas ton allié, le gouvernement Pinay ! Et plus se développeront les préparatifs de guerre et plus sera puissante l'opposition à la guerre et aux généraux que leur uniforme soit celui de l'armée américaine, française ou anglaise... Mais bien sûr cela ne comprend que la manifestation d'hostilité à Ridgway ne réduira pas tout. Elle sera un

Michèle MESTRE. (Suite page 4.)

Encore 125.000 francs

AU 15 mai le bilan de la campagne s'établit comme suit : total des souscriptions : 230.180 francs ; total des abonnements : 47.000 fr. ; ce qui fait un total de 277.180 francs. À ce total il faut ajouter les 98.000 francs collectés par la direction. La campagne des 3 mois totales donc 375.270 fr. Quand on examine la répartition des différents postes il apparaît que la direction du P.C.F. a collecté 2.000 fr. près à réajuster le quota qui lui était assigné par le Comité central du 10 février 1952. Si certaines cellules, telle celle de Clermont-Ferrand ont dépassé leur quota, si d'autres ont fait un effort dans les dernières semaines, bien qu'elles

n'aient pas atteint leur quota, il faut constater que trop nombreuses sont celles qui se sont pas « battues » réellement pour assurer le succès de la campagne. Il est évident que le parti a du, dans ces 3 mois se mobiliser en particulier pour trouver des fonds de la campagne de nos camarades licenciés de chez Renault. Si nous comptabilisons les sommes collectées aux titres de la campagne et de la solidarité nous trouverions un chiffre global sensiblement supérieur au demi million. Cependant, les 125.000 fr. qui repré-

(Suite page 4.)

L'AFFAIRE DE MAZARGUES

Du 6 au 13 mai les Vietnamiens inculpés à la suite des événements de Mazargues de mai 1949 ont été jugés à Aix-en-Provence. Entre les silences de uns et les colportages des autres, l'affaire est demeurée incompréhensible pour l'opinion publique. Mais le procès, et spécialement l'audition des témoins à charge, a démonté le dossier d'accusation en révélant ses machinations et son arbitraire. Le tribunal n'a pourtant pas renoncé à frapper de lourdes peines, allant jusqu'à quatre ans de prison, ces travailleurs Vietnamiens coupables à ses yeux d'avoir pris parti dès 1945 pour la lutte anti-impérialiste de leur peuple opprimé par la bourgeoisie française.

Voici la vérité sur les événements de Mazargues telle que l'avait déjà dévoilée notre journal en 1948. Des cahos plus ou moins affirmés ont présenté les événements comme l'œuvre des trotskystes. Les travailleurs vietnamiens résidant en France ont la réputation d'être trotskystes, parce qu'ils revendiquent l'indépendance totale de leur pays et se refusent à donner dans le piège de « l'Union française ». Colonialistes et stalinistes entendent ainsi, par trotskysme, transgression sur la question de l'indépendance, esprit de lutte prolétarienne. La turberie de Mazargues a été l'aboutissement de toute une longue suite de pro-

vocations. Il y avait à Mazargues, depuis la constitution du camp, un groupe de véritables gangsters qui organisaient dans le camp les jeux d'argent, le marché noir et la prostitution. Nombre de ces éléments avaient été chassés de ce camp, après la libération, par le Comité des travailleurs du camp et étaient regroupés à Colrat, près des Baumettes, où ils poursuivaient leur activité. Ils avaient vu une haine féroce aux délégués des travailleurs. (Suite page 3.)

REPRESSION FRANQUISTE EN CATALOGNE

UN APPEL A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE OUVRIERE DU COMITE EXECUTIF DU PARTI OUVRIER D'UNIFICATION MARXISTE

A la veille du Congrès Eucharistique de Barcelone, le gouvernement franquiste a déclenché une nouvelle vague de répression. La police phalangiste de Barcelone, obéissant aux instructions de Madrid, a procédé ces jours derniers à un grand nombre d'arrestations dans les milieux de la résistance ouvrière catalane.

Les arrestations ont été dirigées contre la C.N.T. et le parti socialiste. Maintenant les franquistes sont passés à une attaque brutale contre la P.O.U.M., organisation socialiste révolutionnaire des travailleurs espagnols. Jusqu'à présent 30 militants de notre parti ont été arrêtés. Mais la répression — une répression impitoyable — se poursuit. Et les victimes, emprisonnées dans les cachots de la Préfecture Supérieure de Police de Barcelone, sont soumises à des tortures barbares.

Parmi les détenus se trouvent nos camarades David Rey, Manuel Alberich, Francisco Claramunt et A. Ortega, vieux militant du P.O.U.M. et de l'Union Générale des Travailleurs. David Rey, qui a aujourd'hui 63 ans et qui a été condamné à mort en 1938 par un tribunal militaire de Franco, a passé dix ans dans les prisons phalangistes et est une des figures les plus représentatives du mouvement ouvrier espagnol. Il y a quelques jours le Ministre de la Justice de Franco a annoncé qu'à l'occasion du Congrès Eucharistique de Barcelone il serait accordée une large amnistie. Une fois de plus, les promesses de « clémence » phalangiste se sont transformées en odieuses agression contre les héros de la lutte clandestine pour la libération du peuple espagnol.

Il y a quelques jours le Ministre de la Justice de Franco a annoncé qu'à l'occasion du Congrès Eucharistique de Barcelone il serait accordée une large amnistie. Une fois de plus, les promesses de « clémence » phalangiste se sont transformées en odieuses agression contre les héros de la lutte clandestine pour la libération du peuple espagnol. Mais à présent comme en d'autres occasions la terreur n'empêche pas le prolétariat de Barcelone de manifester clairement sa répulsion à la force de la tyrannie phalangiste. En dénonçant ces faits devant l'opinion ouvrière et libérale de tous les pays, le P.O.U.M. réclame une action immédiate en faveur des emprisonnés de Barcelone et contre la recrudescence de la répression anti-ouvrière en Espagne.

Notre appel est une requête pressante à toutes les forces ouvrières du monde et en particulier aux grandes organisations politiques et syndicales du prolétariat qui disposent de moyens d'action considérables. La résistance ouvrière de Catalogne doit être protégée énergiquement par la solidarité internationale des travailleurs. Contre le monstrueux procès de Barcelone ! Pour la libération de David Rey et ses camarades ! A bas la terreur franquiste !

Paris, le 12 mai 1952. LE COMITE EXECUTIF DU P.O.U.M.

ELECTIONS CHEZ RENAULT : NON A LEFEBVREUX

PRESSION bourgeoise et presse sociale-démocrate ont fait des gorges chaudes des résultats des élections de délégués, chez Renault. Tirant argument du recul peu important de la C.G.T. ces journaux ont embouché la trompette de la victoire. À leur croire, l'organisation syndicale C.G.T. serait déjà morte et enterrée. Evitent d'analyser les chiffres dans leur brutale réalité, ils se bornent à enregistrer la baisse de 5 % des voix cégétistes. Dans leur hystérie anti-ouvrière et anticommuniste, ils ne se sont pas rendu compte, d'une part que la C.G.T. continue à recueillir près de 70 % des voix et d'autre part, tous les autres syndicats réunis ne regroupent pas, à eux seuls, la moitié des voix obtenues par la C.G.T. C'est là un fait d'importance, et c'est même le fait dominant de ces élections.

Devant la zébrure des syndicats qui leur était offerte (quatre syndicats sollicitaient les suffrages ouvriers) les travailleurs ont voulu, en votant C.G.T. marquer leur hostilité au régime, montrer qu'ils n'étaient pas dupes des promesses démagogiques des uns et des appels au calme des autres. Ils ont voulu voter pour l'extrême-gauche, et pour eux, cette extrême-gauche est et reste la C.G.T. Est-ce dire qu'ils approuvent, en tout et pour tout la politique suivie par les dirigeants stalinistes ? Non, et tant s'en faut. Et le recul des voix cégétistes s'explique précisément par la condamnation de l'action passée et présente suivie par les bureaucraties stalinistes.

égale, à quelques voix près à l'augmentation du nombre des embauchés dans l'usine depuis un an. Il y a là une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, de la collusion entre la direction et le syndicat maison qu'est le S.I.R. La deuxième raison qui a fait du S.I.R. le deserteur syndical de l'entreprise provient de l'attitude équivoque des autres centrales à son égard. La dénonciation de ce syndicat pour ce qu'il est véritablement ne s'est pas faite dans la clarté.

Des ouvriers ont pu se laisser abuser, d'une part par ses promesses démagogiques, d'autre part par les rapports amicaux que les autres centrales ont entretenus avec lui. N'adieu pas vu la C.G.T. proposer à ce syndicat une liste commune pour les élections de délégués ? Comment ne pas comprendre que dans de telles conditions, les ouvriers n'aient pas vu clairement les

Oh en sont les autres syndicats ? Le S.I.R. continue le mouvement d'augmentation des voix qu'il avait déjà amorcé l'année dernière. Les raisons en sont diverses, mais deux sont essentielles. La première réside incontestablement dans la politique de l'embauche pratiquée depuis un an par la direction. En effet, et ce sont les chiffres qui parlent, l'augmentation du nombre des voix du S.I.R. est

D. RENARD. (Suite page 4.)

Il y a 81 ans : la Commune...

EN 1921, Trotsky tirait les leçons de la Commune en une préface pour « La Commune de 1871 » de G. Tolstoï. Dans le volume même de la révolution, nous trouvons dans la direction révolutionnaire...

Un parti révolutionnaire, condition de victoire

Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, et voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions...

La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir ; mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement...

Le Parti ouvrier, le vrai parti, n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé...

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois, dont fournaillait la Commune, levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique...

Si le 18 mars le pouvoir se trouva entre les mains du prolétariat de Paris...

Le peintre aux mains sanglantes

Nous publions ci-dessous des extraits d'une protestation de la Fédération anarchiste et du mouvement surréaliste. Siqueiros, organisateur des attentats contre Léon Trotsky, doit être dénoncé par lui-même...

"Où perd l'agie" aux Assises de Versailles

La Justice examine actuellement à Versailles une affaire (dite de la Justice) de 40 kg. et d'un acte d'accusation de 800 pages. Tous les accusés sont R.P.P. ou apparentés, mais ce n'est pas leur seule raison...

L'appareil judiciaire s'est empressé de clore le dossier quand l'enquête a dévoilé les attaches politiques du gang. Aller plus loin en effet, était une vole bien trop dangereuse pour la Justice...

La scène interrompue des scandales judiciaires où le régime entier étale sa pourriture n'a pas manqué de faire progresser la lutte révolutionnaire. Solidaires de la classe qu'ils ont mission de protéger, les magistrats ont perfectionné la science du maquignonnage...

Le déroulement de l'instruction de l'affaire Récy-Dordain fait penser à un jeu de « qui perd gagne » compliqué où les enquêteurs ont rebroussé chemin chaque fois que s'offrait à eux l'indice d'une vérité « sans doute pas bonne à dire »...

La propagande de guerre contre l'U.R.S.S. les derniers préparatifs de guerre contre l'U.R.S.S. ont été plus impitoyables. C'est pourquoi « La Vérité » qui, depuis sa fondation en 1929 a mené une politique conséquente de défense révolutionnaire de l'U.R.S.S. ouvre aujourd'hui une rubrique où seront étudiés les deux grands problèmes suivants...

1) Pourquoi il faut être solidaire des Etats ouvriers et des démocraties populaires. 2) Quelle est la meilleure façon de les défendre.

Le 1er mai dernier de la Nation à la Bastille des milliers de jeunes travailleurs ont tenu un grand meeting de service armé, ont défilé en scandant : « nous ne ferons jamais la guerre à l'U.R.S.S. » C'était un véritable avertissement à la bourgeoisie...

Le 1er mai de l'année dernière à St. Pétersbourg, les événements se sont développés autrement. Le parti avait fermement décidé de la prise du pouvoir, avant partout ses hommes, renforçant chaque position, élargissant les bases de son action...

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois, dont fournaillait la Commune, levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique...

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois, dont fournaillait la Commune, levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique...

Si le 18 mars le pouvoir se trouva entre les mains du prolétariat de Paris...

Au bord de l'abîme

Depuis quelques mois les signes inflationnistes se multiplient en France. Et ceci au moment même où la « phase coréenne » de hausse mondiale des prix s'achève dans le monde pour céder la place à une stabilisation relative des prix...

C'est dans le domaine des rapports économiques internationaux que les conséquences de cette poussée inflationniste apparaissent le plus rapidement. Le chèque des prix français et des prix mondiaux coupaient rapidement les courbes de l'exportation...

Guillermo Lora AU CERCLE LENINE

La conférence de G. Lora, au Cercle Lénine, annoncée par « La Vérité » s'est tenue le 25 avril avec un plein succès. Une salle bondée, enthousiasme, l'audace du discours révolutionnaire expérimenté de Guillermo Lora...

Une collecte de participation aux frais du développement de la revue, exécutée par le gouvernement renversé, a été un succès.

RAPPORT FECHTELER

Nous publions dans notre prochain numéro un article de Jacques Privas examinant dans le cadre de notre rubrique « la guerre qu'ils préparent » les prétendues révélations du prétendu rapport Fechtelor.

Lutte aux U.S.A.

La lutte des ouvriers de Ford contre le directeur du C.I.O. Heustler continue. Ce dernier, dans le cadre de « la chasse aux sorcières » a tenté de reconnaître comme légitimes les délégués syndicaux qui maintiennent à leur poste des dirigeants unifiés de la communauté.

Au Mur des Fédérés

Dimanche 25, une délégation du P.C.I. se rendra, comme chaque année, au Mur des Fédérés, pour commémorer les commémorations.

DEFENDRE LES ETATS OUVRIERS

La propagande du Parti communiste français les a conduits à idéaliser le régime russe ; à croire que là-bas tout est parfait, que la liberté règne, qu'il n'y a pas de privilèges. Il n'en est pas ainsi : en U.R.S.S. il y a des camps de concentration où gémissent des millions d'hommes et de femmes...

Mais toutes ces monstruosités déformées de l'Etat ouvrier qui sont apparues ne peuvent empêcher que les travailleurs russes considèrent à juste titre les conquêtes d'octobre qui ont débarrassés les travailleurs du monde entier savent que la seule existence de l'U.R.S.S. favorise leurs luttes et affaiblit l'impérialisme. Tout cela justifie au moment où l'U.R.S.S. est menacé il est nécessaire de se ranger sans hésitation de son côté.

« Nous ne ferons jamais la guerre à l'U.R.S.S. » a crié un jeune du 1er mai. Ce mot d'ordre est juste mais maintenant que le danger de guerre grandit il faut aller plus loin et dire clairement aux impérialistes : Nous défendrons l'U.R.S.S. Les démocraties populaires, la Chine LES ARMES A LA MAIN si vous les attaquez. M. M.

LES EXIGENCES DU

Actif sur les prix en réadaptant au niveau les ressources requises par le budget militaire sans l'ultimatum. Les ressources nécessaires, à défaut d'inflat extérieures, ne pouvaient provenir que de l'emprunt conditions créées par la situation parlementaire, intérêts immédiats bourgeois et petits-bourgeois inc au niveau des intérêts les plus généraux de sa classe...

LES EXIGENCES DU

Actif sur les prix en réadaptant au niveau les ressources requises par le budget militaire sans l'ultimatum. Les ressources nécessaires, à défaut d'inflat extérieures, ne pouvaient provenir que de l'emprunt conditions créées par la situation parlementaire, intérêts immédiats bourgeois et petits-bourgeois inc au niveau des intérêts les plus généraux de sa classe...

LES EXIGENCES DU

Actif sur les prix en réadaptant au niveau les ressources requises par le budget militaire sans l'ultimatum. Les ressources nécessaires, à défaut d'inflat extérieures, ne pouvaient provenir que de l'emprunt conditions créées par la situation parlementaire, intérêts immédiats bourgeois et petits-bourgeois inc au niveau des intérêts les plus généraux de sa classe...

L'AFFAIRE DE MAZARGUES

(Suite de la première page)

Ces éléments devaient se présenter à l'administration française du camp comme pro-français, d'abord, dans les traités de paix, des séparatistes extrémistes, se livraient contre eux à des attaques physiques et menaient une agressive action de menaces contre de soi-disant « meurtres ».

De ce fait, les travailleurs se trouveraient attaqués pour se protéger de ces gangsters à organiser leur propre système d'auto-défense, le Tu-Vu, qui n'était rien d'autre qu'une société secrète de tueurs fanatisés, comme on la dit. Les membres du Tu-Vu assuraient la protection de leurs délégués et de leurs réunions, la garde et la discipline. Ils étaient tous sous le contrôle général de leurs compatriotes.

Mais la situation se compliqua du fait que les gangsters restant à Mazargues et ceux de Colgate se mirent au service des staliniens en se présentant comme des délégués du Viet-Nam qui représentaient comme trotskystes les travailleurs et leurs délégués. Les staliniens n'ont pas répugné à employer comme hommes de main ces éléments déviés, qui ont même bien part campée dans la section vietnamienne du Secours populaire de Marseille.

Après l'arrestation, en janvier 1948, des délégués les plus influents et leur rapatriement de force, qui déclencha le mouvement des travailleurs, les éléments troubles tentèrent de mettre à profit la situation pour s'emparer de la direction du camp. Ce furent des provocations et des menaces incessantes.

Par ailleurs, à la veille du rapatriement, les staliniens s'efforcèrent d'entraîner les travailleurs coupables de ne pas s'inscrire à leur politique, en les menaçant de « tribunaux de la République démocratique du Viet-Nam ». Les dirigeants des travailleurs furent qualifiés de « renégats », « accusés en liberté provisoire » par la feuille Lao-Dong. Ils furent même groupés par le C. G. T. (numéro du 18 avril 1948). Par sa campagne d'excitation, il porta la plus lourde responsabilité dans la tuerie de Mazargues.

Comment, en effet, ne pas établir un rapprochement entre les événements sanglants du 15 mai et l'extrait suivant de la brochure intitulée « Les travailleurs démontrent les traîtres trotskystes vietnamiens » brochure parue dans la première semaine de mai, sous la signature de Lao-Dong :

**AUX TRAITRES TROTSKYSTES VIETNAMIENS, NOUS DISONS : « LE JOUR DE L'EXTERRINATION DE VOTRE CLIQUE EST ARRIVÉ. Plus vous crierez fort, plus vite vous serez détruits. »**

Aux camarades encore hésitants, nous disons : « Courez, revenez à la patrie ! La patrie générale est celle de tous les enfants vietnamiens. Chaque jour où vous restez liés aux traîtres trotskystes vietnamiens est un jour de crime de plus à votre actif. **NE TRAHISSEZ PLUS. ET SUPPORTERIEZ LES CONSÉQUENCES AVEC VOUS.** »

Ces lignes constituaient un appel au meurtre ouvert et une menace directe, non seulement contre nos camarades mais contre la masse des travailleurs vietnamiens.

Dans ces conditions, une étincelle suffisait à provoquer des troubles.

La tuerie de Mazargues fut le résultat direct des méthodes de staliniens, à toutes les provocations, à toutes les menaces, nos camarades de la section vietnamienne de la IV<sup>e</sup> Internationale répondirent par l'arrestation politique. Ce n'est pas le contenu de leur journal, Vo San (Le Proletaire).

L'administration colonialiste s'est réjouie de ces événements, dont elle a voulu tirer profit pour discréditer le mouvement et à la veille du rapatriement, détruire la combativité anti-impérialiste des travailleurs en les démoralisant.

Veille de tempête à La Paz

En Bolivie, l'opposition que nous avons signalée dès le début du mouvement, entre l'aile droite du M.N.R. dirigée par le président de la République Paz Estensero et l'aile gauche avec à sa tête le ministre des mines Juan Lechin, croît de jour en jour et s'exprime ouvertement dans les discours de leurs différents leaders.

Ainsi le 2 mai, Juan Lechin, déclarait dans « Rebellión », organe de gauche ouvrière : « L'Iran nous a donné la preuve que lorsque la masse des travailleurs défend ses propres intérêts, aucun pouvoir humain ou divin ne peut lui résister. »

Le lendemain, le Vice-Président Hernán Siles Zuazo lui répond que le gouvernement est le dernier rempart contre le bolchévisme, que nationalisation ne veut pas dire confiscation, que les propos de Lechin demandant l'exécution immédiate du programme sont « fous et stupides », que le

problème des nationalisations sera étudié par une commission en tenant compte non seulement des conditions intérieures, mais des vues de l'étranger sur la question.

Le 7 mai, Lechin répliqua à son tour par un défilé au cours d'un meeting de masse, en plein air où il proclama que le gouvernement nationalisera les chemins de fer, les mines et les établissements industriels.

Par Estensero, prudemment dit que « les nationalisations seront soigneusement étudiées et exécutées, même au prix de vies et ».

Les masses qui ne sont guère décidées à se laisser dupes ont résolu de former un défilé au gouvernement pour procéder aux nationalisations. Lechin a dit nettement que ce n'est pas pour rien qu'il a engagé sa parole devant les grandes masses et que si le gouvernement ne répondait pas par des actes aux aspirations collectives, ce même peuple se chargera de l'abattre.

François Billoux définit le ligne du P.C.F.

(Suite de la première page)

sur la réalité de l'autogestion des classes, sur la nécessité inéluctable du socialisme, etc.

OBJECTIFS POLITIQUES IMMÉDIATS ET PERSPECTIVES

Frappé par le peu de succès de la grève du 12 février, Billoux affirme que « le caractère politique d'une action ne peut pas mettre en cause la participation des masses à cette action, au contraire ». Ceci est un démenti à l'argument correctif d'une valeur particulièrement décisive dans la période présente. En effet, malgré d'innombrables luttes depuis 1944, la classe ouvrière a vu ses conditions de vie s'aggraver et ce n'est, plus ou moins distinctement, la conclusion que même les luttes économiques ne peuvent aboutir à la satisfaction des besoins les plus élémentaires que si elles se situent dans une perspective politique, dans la perspective politique d'une lutte unique pour le pouvoir, incontestablement l'absence d'une telle perspective politique, claire de la part des dirigeants, a pesé et pèse aujourd'hui contre le développement des luttes même économiques.

Car enfin, Billoux le dit lui-même, la grève du 12 février était une grève politique et une grève dont l'objectif politique était juste et conforme aux sentiments des grandes masses ouvrières. Or à quelques exceptions près et mis à part le cas de l'usine Renault où l'offensive policière a poussé la majorité des ouvriers à rejoindre progressivement les grévistes, le mouvement ne fut suivi que par un nombre d'ouvriers très inférieur au nombre de syndiqués C.G.T.

Les travailleurs d'ailleurs lui fit la volonté de ne pas être déçu. Cette affirmation serait une calomnie indigne, démentie par l'énergie et l'héroïsme prodigués à chaque fois que la lutte commune a été tentée. Le mouvement est isolé. Et pourtant, il est vrai, que depuis ses luttes d'avril 1945 la classe ouvrière ne répond plus comme par le passé, de manière massive, à ses dirigeants.

La responsabilité de cette dépression indiscutable qui existe dans les rangs ouvriers et que la bourgeoisie a mise à profit pour nous pousser à l'abandon, incombe complètement à la politique passée et présente des directions et au prestige que celle qui dispose de la plus grande autorité dans les masses, à la direction du parti de Billoux et celle du C.G.T. L'influence reste très large, mais la confiance dans la direction s'est considérablement amoindrie, à travers de nombreuses déceptions.

Si l'on voit, comme le dit Billoux, qu'il est nécessaire de « toujours relater les revendications immédiates aux objectifs politiques immédiats dans les détachés de la lutte », la question est de savoir si la politique du P.C.F. jusqu'à ce jour, a relié les revendications à des objectifs politiques immédiats concrets, et si elle a été « pas détachée des perspectives correctes, réalistes, celles de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Une critique véritable nous montrerait comment éviter les fautes passées et les erreurs présentes, mouvements imprégnés d'esprit de collaboration de classe et changeant continuellement au gré des zig-zag diplomatiques.

Une deuxième question, encore plus importante, est de savoir si Billoux dans son article du 3 mai donne la juste réponse, si c'est de faire passer les politiques immédiates et s'il les rattache à une perspective révolutionnaire, en un mot si le tournant de son parti est susceptible de favoriser la lutte de la classe ouvrière, et de préparer l'indispensable et décisif combat pour le pouvoir.

Les multiples déclarations sur le socialisme nécessaire ne sont que des phrases creuses ; elles ne s'appliquent pas sur une politique claire, concrète, compréhensible par tous les ouvriers, leur fournissant les moyens politiques réels de la lutte pour le socialisme.

La politisation des luttes est une nécessité, mais les luttes ne se politisent pas, ni se socialisent, elles se politisent par la lutte et le combatement de la lutte.

LE FRONT UNIQUE POUR LE POUVOIR

Billoux ne le nie pas ; aujourd'hui quel que chose va plus. La bourgeoisie est à l'offensive. Les masses ouvrières sont momentanément paralysées ne réagit pas efficacement.

Comment se sortir : comment préparer un front unique ? Comment surmonter la division par une politique d'unité d'action et de front unique. Il faut sortir de la paralysie en montrant la possibilité et la nécessité d'une lutte d'ensemble pour un gouvernement représentatif des travailleurs, imposé et contrôlé par eux, un gouvernement qui se fonde sur le fruit et le corollaire de leur front unique de la base au sommet.

Billoux ne donne pas une définition précise du gouvernement nécessaire. Certes il cultive à tous les instants le front unique, « obtenu en changement total d'orientation politique ». Certes il

CHURCHILL ET LE DERNIER

Le glissement à gauche se poursuit en Grande-Bretagne.

Dans divers coins du pays, notamment à Londres, les travailleurs ont infligé une déroute retentissante aux conservateurs aux élections municipales. Le Labour a gagné 640 sièges, alors que les conservateurs en perdait 420. Les travaillistes, à la suite de cette victoire, lancent le mot d'ordre « que Churchill laisse le pouvoir ».

La répercussion a été immédiate à la Chambre des Communes. Une offensive vigoureuse, quoique limitée dans son fond, a été menée sur la politique britannique en Extrême-Orient. Eden a dû reculer sur plusieurs points et notamment souligner que l'Angleterre ne soutiendrait pas un blocus naval de la Chine. Sur le plan intérieur les travaillistes combattent violemment les projets de « dénationalisation » notamment des transports

rouliers. Ils ont menacé, au cas où la dénationalisation serait accomplie, d'exproprier les transporteurs sans indemnités quand ils reviendraient au pouvoir.

La victoire travailliste n'est pas celle d'Attlee, mais celle du courant gauche. Une nouvelle preuve en a été donnée au Conseil national du syndicat des industries mécaniques qui compte près de neuf cent mille adhérents. Le conseil a adopté les thèses bévanistes sur le réarmement et pour des pourparlers avec l'I.R.S.S.

C'est le troisième des six plus grands syndicats anglais qui se prononce pour Bevan, peu après le syndicat de la distribution et celui des cheminots. On sait que ces six syndicats ont décidé pour le contrôle du Labour Party.

C. C.

gences du Capital

réadaptant à niveau mondial ; trouver sans infla- tion le budget militaire de Liabonne ; tel était le

des, à défaut d'inflation et de nouveaux crédits émis, de ce temps où de la fiscalité. Dans les situation parlementaire la plus médiocre de ce et petits-bourgeois incapable de s'élever d'elle-même des généraux de sa classe, l'augmentation des impôts décisif de la politique d'autofinancement (inflation, signe et de encouragement à l'épargne » s'imposait à la fois les obstacles et tout d'abord à la méfiance arrogante française envers les destinées du franc et même.

ler sa confi- ne exige qu'on le libère : répression fiscale, craints qu'il empêché d'apparaître donc satisfaction : les droits successoraux en ligne directe. Désormais le

laboureur n'a plus besoin de lessiveuse pour transmettre intact son bien à ses enfants ;

b) par l'annuité fiscale qui consacre la fraude passée au détriment du fisc et légalise les profits réalisés illégalement ;

de la crainte de la dévaluation qui pousse à la fuite vers les « valeurs refuges » et en particulier l'or. Selon des estimations raisonnables, 2.000 milliards sont théoriquement sous forme de lingots et de pièces d'or. C'est là un des signes les plus caractérisés de décadence de l'économie française : l'argent accumulé, qui était traditionnellement consacré à des placements usuraires, reste maintenant totalement inactif. Pour une politique cherchant à financer les dépenses exorbitantes de l'impérialisme français en s'attaquant aux réserves de la richesse nationale, la clé de la situation était là.

Le seul moyen de contrecarrer cette tendance et de faire encore réussir un Etat, après les dévaluations causées par les précédents, est évidemment d'assister cet emprunt des garanties maxima qui comporte la « valeur-refuge ». C'est le sens de la clause d'échelle mobile par rapport au rapatriement dans l'emprunt Pinyat. Cette garantie permet en même temps d'accorder que 3,5 % d'intérêt contre 5 % en 1949.

Cette technique fournit indiscutablement la possibilité, en assurant la couverture de l'emprunt, de commencer à dégelier la fraction théoriquement de la richesse nationale.

Cependant, si tout est mis en œuvre pour que l'échelle mobile des salaires n'ait pas à fonctionner, tout laisse à croire que l'échelle mobile de la dette aura à fonctionner. Si la dévaluation a été évitée pour l'instant, elle est cependant inéluctable. Mais elle pourra attendre véritablement jusqu'à une dévaluation générale des monnaies européennes par rapport au dollar, sauvegardant au moins les parités de change internes de l'U.E.P.

Cette dévaluation entraînera le jeu de la clause or, c'est-à-dire une dévaluation du montant de la dette publique et un rapatriement du service de cette dette. Ce rapatriement est minime appliqué à un emprunt limité à 30 milliards, soit 15 % de la valeur de l'or théoriquement. Tout indique donc que cet emprunt a surtout une valeur expérimentale et démonstrative. D'une façon paradoxale, la dévaluation aura pour résultat de renforcer la confiance dans la garantie de l'Etat ; Pinyat propose un spéculateur de spéculer pour le franc plutôt que de spéculer contre lui. Mais, après l'inévitable dévaluation, d'autres emprunts sont prévisibles. Après avoir ramassé les 15 % l'Etat demandera les 85 %, dans le premier chef, par la clause de l'Etat, comme les travailleurs, laisse gagner la première partie, ensuite il fait doubler les mises pour les raffiner.

FONTANEL (In au prochain numéro)

Billoux dit vrai. Mais cette vérité générale ne doit pas être prise au pied de la lettre. Elle s'exprime dans une politique de front unique à l'égard du Parti socialiste.

Or, Billoux rejette catégoriquement toute l'idée de ce front unique. L'unité de la classe ouvrière ne peut se réaliser que dans une lutte, lorsque les ouvriers socialistes ne participent pas à l'action, à chaque fois le mouvement reste limité, la combativité des ouvriers communistes s'affaiblit et s'émoussée et l'échec est au bout. L'unité de front pour abattre le gouvernement capitaliste n'est, à plus forte raison, pas concevable sans participation active des travailleurs socialistes, dont les aspirations sont les mêmes que celles de leurs frères les travailleurs communistes. Billoux ne l'ignore pas, il qui affirme que vingt fois qu'il fait mettre aux premiers plans des préoccupations à la réalisation du front unique d'action de la classe ouvrière, et que les ouvriers socialistes doivent résider dans l'unité de la classe ouvrière en lutte.

Billoux dit vrai. Mais cette vérité générale ne doit pas être prise au pied de la lettre. Elle s'exprime dans une politique de front unique à l'égard du Parti socialiste.

Or, Billoux rejette catégoriquement toute l'idée de ce front unique. L'unité de la classe ouvrière ne peut se réaliser que dans une lutte, lorsque les ouvriers socialistes ne participent pas à l'action, à chaque fois le mouvement reste limité, la combativité des ouvriers communistes s'affaiblit et s'émoussée et l'échec est au bout. L'unité de front pour abattre le gouvernement capitaliste n'est, à plus forte raison, pas concevable sans participation active des travailleurs socialistes, dont les aspirations sont les mêmes que celles de leurs frères les travailleurs communistes. Billoux ne l'ignore pas, il qui affirme que vingt fois qu'il fait mettre aux premiers plans des préoccupations à la réalisation du front unique d'action de la classe ouvrière, et que les ouvriers socialistes doivent résider dans l'unité de la classe ouvrière en lutte.

Billoux dit vrai. Mais cette vérité générale ne doit pas être prise au pied de la lettre. Elle s'exprime dans une politique de front unique à l'égard du Parti socialiste.

Or, Billoux rejette catégoriquement toute l'idée de ce front unique. L'unité de la classe ouvrière ne peut se réaliser que dans une lutte, lorsque les ouvriers socialistes ne participent pas à l'action, à chaque fois le mouvement reste limité, la combativité des ouvriers communistes s'affaiblit et s'émoussée et l'échec est au bout. L'unité de front pour abattre le gouvernement capitaliste n'est, à plus forte raison, pas concevable sans participation active des travailleurs socialistes, dont les aspirations sont les mêmes que celles de leurs frères les travailleurs communistes. Billoux ne l'ignore pas, il qui affirme que vingt fois qu'il fait mettre aux premiers plans des préoccupations à la réalisation du front unique d'action de la classe ouvrière, et que les ouvriers socialistes doivent résider dans l'unité de la classe ouvrière en lutte.

Billoux dit vrai. Mais cette vérité générale ne doit pas être prise au pied de la lettre. Elle s'exprime dans une politique de front unique à l'égard du Parti socialiste.

DES COMITÉS IRRESPONSABLES

La thèse Billoux oppose au front unique, que nous avons défini comme un front unique du sommet à la base et de la base au sommet, l'idée erronée de front unique à la base seulement. Mais voyons ce que Billoux entend par là.

« Seul le socialisme révolutionnaire, à la tête de la classe ouvrière est capable d'organiser et de diriger l'action unique des masses. »

Cette formule pourrait à la rigueur être comprise comme l'affirmation légitime, au rôle dirigeant nécessaire d'un parti ouvrier. Mais plus loin Billoux précise sa pensée :

« S'il est indispensable de faire appel et de stimuler l'initiative des masses, il est évident qu'il ne s'agit pas de tomber dans l'erreur de l'initiative spontanée des masses qui est la négation même du rôle du parti. Ce sont les organisations régulières de direction de la classe ouvrière, syndicat, comité de masses, qui sont responsables, à fixer les mots d'ordre, les objectifs à atteindre et les moyens d'action ; ON NE PEUT DONC PAS EN LAISSER À DES COMITÉS DE PATRONAGE PLUS OU MOINS IRRESPONSABLES. »

Ainsi le « front unique à la base » de Billoux apparaît aux ouvriers socialistes et à la classe ouvrière comme une séduction ; il leur pose l'ultimatum de reconnaître le P.C.F. comme seule direction responsable.

A cet égard l'unité d'action n'est pas prêt de se réaliser ! Car les ultimatum n'ont jamais convaincu un seul ouvrier.

